

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et de l'Environnement
Bureau des Installations Classées

ARRETE

n° 9 7 0 7 8 6

Du 7 MAI 1997

portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;

VU la demande présentée le 19 septembre 1996 par la société SILO MANUTENTION LOGISTIQUE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de transit de cendres volantes et d'anhydrite provenant de centrales thermique au charbon à Ottmarsheim;

VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet;

CONSIDERANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation au titre des rubriques 167-a, et à déclaration au titre des rubriques 2920-2-b, 2516-2 et 2515-2 de la nomenclature des installations classées;

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois, du 6 janvier au 4 février 1997;

VU les avis de la commission d'enquête et des Services Techniques;

VU le rapport du **26 MARS 1997** de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées;

VU l'avis favorable du **10 AVR. 1997** du Conseil Départemental d'Hygiène;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

.../...

ARRETE

TITRE I GENERALITES

ART. 1. Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations exploitées en zone industrielle portuaire à Ottmarsheim par la Société **Silo Manutention Logistique**, dont le siège social est à la même adresse.

La présente autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de l'activité (date d'autorisation)	Quantité	Régime
167 a	Installation de transit de cendres volantes et d'anhydrite	150000 t/an	A
2920 2 b	installation de compression d'air	190 kW	D
2515 2	installation de déchargement de péniches	180 kW	D
2516 2	Station de transit de matériaux minéraux pulvérulents tels que ciments plâtres, chaux	9450 m3	D

ART. 2. Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

ART. 3. Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

ART. 4. Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

.../...

La remise en service d'une installation momentanément hors d'usage par suite d'un incendie ou d'une explosion pourra être subordonnée à une nouvelle autorisation (article 39 du décret du 21 septembre 1977).

ART. 5. Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation

ART. 6. Modification - Extension - Abandon

6.1 Modification - Extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

6.2 Abandon

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 (article 34.1 du décret du 21 septembre 1977).

TITRE II PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations, visées au titre I ci-dessus, seront installées et exploitées conformément aux dispositions suivantes.

ART. 7. Air

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

L'ensemble des opérations de déchargement des péniches et de chargement des camions sera réalisé en circuit fermé.

Le transbordement des péniches devra se faire par un système d'aspiration à partir d'installations à terre.

Le remplissage des silos pourra se faire à l'air comprimé. Les silos seront munis d'un système de filtration des poussières garantissant un rejet inférieur à 20 mg/Nm³.

Le chargement des camions se fera gravitairement.

ART. 8. Eau

8.1. Généralités

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égout, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

8.2. Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement

Il n'y a pas d'utilisation d'eau de procédé dans l'établissement.

8.2.1. Eaux pluviales

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement seront collectées et passeront par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures. Elles pourront alors être rejetées au Grand Canal d'Alsace.

Le réseau d'évacuation sera aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et muni d'un dispositif permettant de maîtriser les flux et de confiner les eaux polluées accidentellement.

8.2.2. Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires seront traitées en conformité avec le règlement sanitaire départemental.

ART.9. PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

9.1. Principes généraux

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

9.2. Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

9.3. Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

9.4. Niveaux acoustiques

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous en limite de propriété :

Période					
Horaire	6h00	6h30	7h00	20h00	21h30 22h00
Emergence	<=3 dB(A)		<= 5 dB(A)		<= 3 dB(A)
Niveau sonore limite dB(A)	60		65	60	55

ART.10. PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

Les déchets doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans.

En particulier aucun déchet de fond de cale ne devra être rejeté dans la voie d'eau.

TITRE III DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

ART. 11. Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera pourvu d'un portail.

L'exploitant disposera sur son terrain de suffisamment de places de parking pour les camions en attente.

ART. 12. Dispositions relatives à la sécurité.

12.1. Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

A l'intérieur de l'établissement, les voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les cheminements intérieurs du site devront présenter des largeurs de passage minimales de 3 mètres et des hauteurs libres de 3,50 mètres.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

12.2. Installations électriques

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre (conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre).

12.3. Sécurité incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux en particulier:
 - extincteurs à CO2 près des tableaux électriques
 - extincteurs à poudre près des risques de feux gras (hydrocarbures)
- d'un poteau d'incendie normalisé (100 mm)
- des prises d'eau aménagées sur le bord du canal devront permettre la mise en station des engins d'aspiration.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

ART. 13. Risques chimiques extérieurs

En cas d'accident chimique sur la zone industrielle d'Ottmarsheim, un local devra être spécialement aménagé pour permettre un confinement du personnel et des chauffeurs présents sur le site.

A cette fin, l'ensemble des ouvertures vers l'extérieur (portes, caissons de volet, passages de gaines, ventilation...) devront pouvoir être rendus étanches. L'accès au local pourra être réalisé par un sas. Un point d'eau sera accessible dans ce local.

Un ou plusieurs appareils respiratoires individuels devront être disponibles.

ART. 14. Dispositions relatives à l'exploitation

14.1. Personnel

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

14.2. Enregistrement

Chaque livraison de cendres volantes ou d'anhydrite fera l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de produit, l'identité du transporteur et les observations s'il y a lieu.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de destination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

En outre, si ces produits sont importés ou exportés, ils devront l'être conformément aux dispositions du règlement du conseil N° 259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté Européenne.

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ART. 15. Consignes

15.1. Consignes d'exploitation

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

15.2. Consignes de sécurité

Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipement de protection contre les risques chimiques et des matériels de lutte contre l'incendie qui lui sont confiés. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE IV SURVEILLANCE et CONTROLES

ART. 16. Principes généraux

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par le permissionnaire.

L'inspection des installation classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses de produits stockés, d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveau sonore ou de vibration.

Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

ART. 17. Contrôle des différentes émissions

17.1. Emissions de poussières

L'exploitant mettra en place un dispositif permettant de contrôler en continu le bon fonctionnement du système de filtration.

Un contrôle annuel de l'efficacité du système de filtration sera effectué par un organisme extérieur.

17.2. Commentaires sur les résultats des contrôles

Les résultats des contrôles seront commentés, en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre éventuellement pour y remédier.

TITRE V DISPOSITION DIVERSES

ART. 18.

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

ART.19.

La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si l'exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ART.20.

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

ART.21.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ART.22.

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, etc...).

ART.23.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposé à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur régional de l'Industrie de la recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs du Service d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **7 MAI 1997**

Le Préfet,



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN

Délais et voie de recours

(article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

